



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 février 2026

M_DL260209_025

MARCHES PUBLICS - TRAVAUX D'ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES D'AMÉLIORATION OU D'EXTENSION D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET INFORMATIQUES - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. LE FEVRE Eric, Adjoint au Maire - L'accord-cadre de travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques et informatiques arrive à échéance le 08 juin 2026.

Une nouvelle consultation doit donc être lancée pour permettre la continuité de fonctionnement des services pour les travaux à effectuer dans les bâtiments de la Ville mais aussi dans les résidences autonomie pour le compte du CCAS.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, des groupements de commandes, notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics, peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville de Montivilliers et ceux des résidences autonomie pour le compte du CCAS de Montivilliers.

Cette convention précise :

- que la Ville de Montivilliers est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et notifier l'accord-cadre ;
- que la commission marché du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- que chacun des membres du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre accord-cadre.

A l'issue de la procédure, l'accord-cadre sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

L'accord-cadre sera alloté comme suit :

- Lot n°1 : Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques

Le montant maximum annuel de commandes pour ces travaux est fixé à 125 000 euros HT pour la Ville de Montivilliers.

- Lot n°2 : Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations informatiques

Le montant maximum annuel de commandes pour ces travaux est fixé à 95 000 euros HT pour la Ville de Montivilliers.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8.

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- Qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers afin de constituer un accord-cadre de travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques et informatiques pour les bâtiments municipaux et dans les résidences autonomie.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation d'accords-cadres de travaux d'installations, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques et informatiques pour les bâtiments municipaux et dans les résidences autonomie.
- **D'autoriser** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes.

Imputation budgétaire
Exercice 2026 et suivants
Budget principal

Lot n°1 : Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations électriques :

Sous-fonction et rubrique : toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 21351 (immobilisations corporelles – bâtiments publics) – 21352 (immobilisations corporelles – bâtiments privés)

615221 (entretien réparations bâtiments publics) - 615228 (entretien réparations autres bâtiments)
montant maximum annuel HT : 125 000 euros

Lot n°2 : Travaux d'entretien, de mise aux normes, d'amélioration ou d'extension d'installations informatiques :

Sous-fonction et rubrique : toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 21351 (immobilisations corporelles – bâtiments publics)
6156 (maintenance)

60632 (fournitures de petits équipements)
montant maximum annuel HT : 95 000 euros

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

